

Université : le ministère sème la confusion et récolte la colère

L'avalanche de réformes menées par le gouvernement – toutes séparées mais toutes parties d'un ensemble qui reflète une idéologie rejetée par la majorité des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche – plonge la communauté universitaire dans un profond malaise, qui transparait aujourd'hui au travers de l'actuelle tension au sein des universités et des organismes de recherche.

Comme nous l'avons dénoncé depuis le début, la mise en place de la loi LRU a des effets délétères pour les universitaires. Nous avons atteint le point de rupture ces dernières semaines :

- d'inadmissibles suppressions d'emplois, tant en personnels BIATOSS qu'en enseignants chercheurs viennent contredire tout ce qui est affirmé quant à la priorité donnée à ce secteur de la société, et créent un climat de défiance légitime;
- le renforcement des pouvoirs présidentiels sur les personnels fait craindre pour l'existence même des instances nationales CNU et des instances paritaires (CAPN, CAPA, CPE...). Ce pouvoir autocratique, source de népotisme, transformera les universités en féodalités ;
- le refus d'un cadrage national fort de la modulation des services et des modalités de promotions amène les enseignants-chercheurs à refuser la réforme de leur statut telle qu'elle est, et à demander au ministère de réouvrir les négociations ;
- la mise en place de la mastérisation de la formation des enseignants est menée dans l'urgence, en dépit du bon sens et dans la plus totale hypocrisie (puisque essentiellement destinée à permettre des économies budgétaires), avec des conséquences dommageables pour les futurs enseignants et, surtout, les futures générations d'élèves ;
- le président de la République tient des propos inadmissibles et fallacieux sur la recherche française, dont il nous dit qu'elle est malade et qu'il va la guérir... en la tuant !

Face au malaise grandissant au sein de la communauté scientifique et universitaire les syndicats de l'UNSA Éducation, avec leur fédération, appellent personnels et usagers des universités et des organismes de recherche à participer aux débats publics, réunions d'informations et journées d'actions, pour y défendre leurs revendications sans surenchère mais avec détermination. Nous leur demandons d'agir au sein de leurs établissements pour lutter contre les suppressions ou les redéploiements d'emploi, défendre nos métiers (statuts des personnels, moyens), refuser toute externalisation de nos missions ou recrutement de nouveaux contractuels, demander un plan de titularisation pour les personnels précaires.